

## Colloque Santé : « La nécessité d'élargir la réflexion au niveau européen » (doyens de médecine et CPU)

News Tank Éducation & Recherche -  
Paris - Actualité n°229863 - Publié le 30/09/2021 à 12:46  
Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 01/10/2021 à 09:32

« Il y a un peu plus d'un an, ici même à la Sorbonne, nous organisons un premier colloque sur les thèmes de la formation et de la recherche en santé. Il s'était conclu par le constat que les discussions avaient été très riches et constructives, mais qu'il fallait que nous élargissions notre réflexion dans un cadre européen. Ces sujets ne sont pas hexagonaux, ils se traitent et s'abordent de la même façon dans l'ensemble des pays européens. [Patrice Diot](#), président de la conférence des doyens de médecine, le 30/09/2021. Imprimer

Il s'exprime avant l'ouverture du colloque « La Formation, la Recherche et l'Innovation dans l'Europe de la Santé », organisé par les doyens de médecine et la CPU (Conférence des présidents d'université) à la Sorbonne. « L'élargissement européen a été pensé comme nécessaire, car le temps politique n'est pas neutre avec des élections nationales à venir et la future PFUE (Présidence française de l'Union européenne). Il y a une certaine impulsion à donner au niveau académique », indique [Manuel Tunon de Lara](#), président de la CPU.

Ainsi, l'objectif est de produire un manifeste, « qui se fondera sur la concertation qui aura lieu lors du colloque et sera rédigé dans les prochains jours. Il constituera une sorte d'appel de la Sorbonne pour la formation et la recherche dans l'Europe de la santé », précise Patrice Diot.

[Frédérique Vidal](#), ministre de l'Esri (Enseignement supérieur, recherche et innovation), qui s'exprime en ouverture du colloque se dit « ravie qu'il y ait un deuxième appel de la Sorbonne après le discours du président de la République [le 26/09/2017] qui a fondé la création des universités européennes ». Lesquelles justement « doivent nous aider à mieux nous connaître, à mieux travailler ensemble et à mieux construire cette Europe de la recherche en santé, de la formation en santé », indique-t-elle.

Sur le volet de la mobilité, elle annonce soutenir la possibilité pour les étudiants en santé de partir aussi au cours de leur second cycle, « parce que je pense que c'est important pour construire une Europe de la santé qu'on construise aussi une Europe des professionnels de la santé (...) et que ces rencontres puissent se faire dès la formation des étudiants ».

### Un appel qui s'inscrit dans une trajectoire entamée en septembre 2020

« Cet appel [de la Sorbonne] doit se placer dans une trajectoire », déclare Manuel Tunon de Lara. Il indique qu'avec le travail fait après le premier colloque en septembre 2020, « dans l'ensemble des conférences est en train de se construire un certain nombre de propositions, d'orientations stratégiques, pour la formation, la recherche, l'innovation dans le domaine de la santé, en France et en Europe ».

Parmi les convictions portées par le président de la CPU (Conférence des présidents d'université), celle que « la médecine, la santé, écrit son avenir en élargissant la formation et la recherche à toutes les disciplines. On ne peut plus penser l'avenir des sciences de la santé uniquement à travers les disciplines médicales. La CPU est heureuse d'avoir des liens forts avec les doyens de faculté de santé pour tracer cet avenir. »

Ces propositions des conférences se nourriront donc des différentes tables rondes organisées au cours du colloque, et des contributions des participants. Selon Patrice Diot, l'événement compte 1 000 inscrits : « Nous avons beaucoup d'inscrits en distanciel, et allons donc veiller à porter des échanges nourris et vivants. Nous veillerons également à l'expression étudiante. »

Il souligne aussi l'implication « résolue d'universités européennes prestigieuses : la Sapienza de Rome, l'Université de Louvain, l'Université de Barcelone, ou l'Université Humboldt de Berlin. »

### Un contexte politique français et européen

Manuel Tunon de Lara rappelle le contexte : « Nous sommes dans une année d'élection présidentielle, pour laquelle la CPU et la confé-

rence des doyens auront des propositions concrètes à faire. La France va également présider l'UE (Union européenne), et là aussi nous pensons avoir des relais au niveau académique avec les conférences de présidents d'université, mais aussi l'EUA (European University Association). [Patrick Levy](#), membre du board de l'EUA, participe ainsi au colloque et donnera les premières conclusions avec Patrice Diot en fin de journée. »

Il précise que toutes les propositions ne seront pas formalisées d'ici la fin de cette journée, « mais nous serons en capacité de le faire assez vite. Le manifeste sera publié dans une semaine à dix jours, le temps de la rédaction et de la concertation. »

## « Prendre la recherche en santé dans sa globalité » (F. Vidal)

« On ne peut plus penser la médecine d'aujourd'hui comme celle d'hier, sans penser numérique, éthique. Nous devons amener toutes les capacités de recherche autour de cet objet, la santé, pour le prendre dans sa globalité », déclare Frédérique Vidal.

Selon elle, les universités européennes « aussi se sont posé la question de cette santé globale, de la construction de cet espace de la santé au niveau européen ; je pense par exemple à Eugloh qui est porté par l'Université Paris-Saclay et qui vise à construire des programmes de formation, des programmes de recherche autour de la thématique de la santé, au sein de ses alliances européennes. »

[Olivier Véran](#), ministre des solidarités et de la santé, mentionne la participation à l'agence [Hera \(Health Environment Research Agenda for Europe\)](#), « une agence de réaction face aux crises sanitaires pour entériner cette capacité de nous coordonner et de réagir ensemble. Une agence qui doit être dotée de moyens et la France y prendra sa part, avec un paquet législatif qui sera peut-être adopté d'ici là, ou que nous aurons à faire adopter. Et j'y travaille de près. »

## Innovation en santé : développer la logique du « pot commun » (Olivier Véran)

Selon Olivier Véran, les logiques d'innovation en santé doivent aller de plus en plus vers « une démarche de mise au pot commun au niveau européen ».

*« Si vous prenez quelques sujets prioritaires pour la France dans le cadre de cette Présidence française de l'Union européenne, vous avez par exemple la recherche contre les cancers pédiatriques. Il serait illusoire et même contre-productif, de considérer que la France seule devrait développer des programmes de recherche ambitieux dans ce domaine, sans tenir compte de ce qui se passe à côté. On a intérêt à nous coordonner, à mettre au pot commun des pôles d'excellence sur par exemple, les thérapies géniques, sur la recherche d'autres traitements type chimiothérapie, etc. ».*

Ou encore sur le sujet de l'antibiorésistance : « Être capable de développer de l'innovation, de la recherche dans ce champ au niveau européen devrait permettre à la fois de mettre une focale sur l'antibiorésistance, et sur la capacité de l'Europe à se coordonner et avancer de manière cohérente. C'est aussi ça l'Europe qui parle aux gens. »

Il voit le passe sanitaire comme « la démonstration même qu'on est capable en un temps très court d'élaborer des outils numériques de coopération, de coordination qui favorisent la libre circulation, mais également l'échange et le partage de données ».

*« C'est aussi l'Europe qui doit penser l'intelligence artificielle, les nouvelles technologies : c'est à ce niveau-là qu'on sera les plus forts. La France est capable d'apporter sa grande compétence en nanotechnologie : on est un des pays leaders européens, même si par rapport aux marchés américains ou asiatiques, on reste encore assez petits, mais on apporte énormément dans ce domaine au reste de nos partenaires européens. Pour d'autres, c'est la thérapie génique qui est en avance par rapport à ce qu'on est capable de faire. On met tout ça au pot commun. »*

Frédérique Vidal abonde : « Tout ce qui pourra être fait en termes de santé et produit en termes d'innovation dans l'Union européenne, nous devons le partager (...). De la même façon que le président de la République a été le premier à initier le partage des vaccins qui fait qu'aujourd'hui, l'Europe permet d'assurer la livraison de vaccins dans un certain nombre de pays, je pense qu'il faut aussi penser à ce partage des innovations en santé que nous pourrions porter. »

## L'Europe des Lumières à l'heure du numérique : la responsabilité des scientifiques

Autre enjeu partagé à l'échelle européenne selon Olivier Véran : la nature de l'information. « Il n'y a pas que la France qui est en train de basculer d'une société de raison et de réflexion à une société de l'émotion et de réactions. La libre circulation des informations, c'est très bien, les réseaux sociaux nous rapprochent, en France, comme en Europe et dans le reste du monde. Mais tout cela est totalement débridé.

Nous sommes tous victimes des sociétés des algorithmes qui sont développés par des grandes plateformes numériques sans régulation par les États. Nous devons avoir une régulation et cette régulation, il est impensable de la faire à l'échelle nationale. Il faut la faire au moins à l'échelle européenne, avant de le développer au niveau intercontinental. »

Frédérique Vidal partage ce constat : « Je crois qu'il est de notre responsabilité collective, monde de la santé, de la recherche, de la formation, de l'innovation, d'être capable de porter la voix de la vérité scientifique, de la méthode scientifique, de la rigueur, du débat. Le

président de la République a lancé hier soir les travaux de la Commission Bronner [“Les Lumières à l'ère numérique” mise en place à la demande d'Emmanuel Macron, le 29/09/2021] qui va devoir plancher sur cette question. »

*« Le numérique, que l'on pouvait imaginer comme une merveilleuse façon de partager de la connaissance en faisant le présupposé que le vrai serait le plus répandu, il nous faut absolument le comprendre, le penser. (...) Il y a quelque chose qui est au-dessus de l'opinion c'est la connaissance, et c'est à nous tous de la porter au niveau français et au niveau européen. C'est ça aussi faire revivre le siècle des Lumières à l'heure du numérique. »*

## Conférence des présidents d'université (CPU)

---

Association qui réunit une centaine de membres votant (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.

Elle s'appuie sur l'Amue (Agence de mutualisation des universités et établissements) qui contribue à l'élaboration d'une offre logicielle et à la formation des personnels de l'enseignement supérieur.

---

Catégorie : Groupement professionnel

---

### Adresse du siège

103 boulevard Saint-Michel  
75005 Paris France

---

→ [Consulter la fiche dans l'annuaire](#)

---

Fiche n° 1765, créée le 05/05/2014 à 12:19 - Màj le 13/05/2019 à 11:29

## Conférence des doyens des facultés de médecine

---

Catégorie : Divers public

---

→ [Consulter la fiche dans l'annuaire](#)

---

Fiche n° 4066, créée le 27/04/2016 à 01:59 - Màj le 23/01/2020 à 10:29